

Le président-candidat entend dynamiser les statuts et l'Ecole publique !

à Montreuil, le 21 mars 2022

Macron a présenté son projet de privatisation et de destruction de l'enseignement public, voulant remplacer les fonctionnaires par des contractuels, et renforçant l'autonomie locale des écoles et des établissements.

Macron veut généraliser l'expérimentation marseillaise

Dans la droite ligne de la loi Rilhac qui fait du directeur d'école un supérieur hiérarchique, Macron souhaite que les directeurs aient la possibilité de choisir leur équipe et de « récuser des profils. »

Les enseignants seraient donc recrutés localement sur la base de « projets éducatifs » spécifiques en fonction des groupes de pression divers présents dans les quartiers, et au détriment de l'égalité des droits des élèves à une même instruction garantie par des personnels protégés par leur Statut de fonctionnaire d'Etat. « *On a des leviers, des crédits et on donne la liberté aux acteurs locaux. Nos élus y joueront un rôle* », ajoute le président-candidat.

Il s'agit bien de généraliser, comme annoncé, les écoles-laboratoires marseillaises, et d'aggraver toutes les mesures de territorialisation prises par les gouvernements successifs, et contre lesquelles les personnels résistent toujours et qui se traduisent toujours par des suppressions de classes et de postes.

La mobilisation historique du 13 janvier a exprimé un puissant mouvement de colère des personnels de toutes catégories contre le chaos organisé par le gouvernement Macron-Blanquer. Les grévistes, largement soutenus par les parents, ont opposé leurs revendications urgentes : pour des créations massives de postes statutaires, l'augmentation significative de tous les salaires, le respect des missions, l'arrêt du flicage permanent par les évaluations et les formations imposées, le rétablissement d'un baccalauréat national,... Et que propose Macron ?

Macron propose d'en finir avec les statuts, pour généraliser le salaire « au mérite »

S'il est réélu, Macron proposera des contrats aux enseignants avec une rémunération au mérite, sous la surveillance des parents qui auront les évaluations de chaque classe. « *On vous demande de nouvelles missions qu'on est prêts à mieux payer comme le remplacement des profs absents, ça doit être une obligation, le suivi individualisé des élèves, l'accompagnement sur le temps périscolaire.* » « *Toutes les nouvelles embauches sont sur la base de ces nouveaux contrats.* » Alors que les personnels ont perdu plus de 20% de leur pouvoir d'achat, et que le point d'indice a été gelé pendant toute la durée du quinquennat, Macron conditionne l'augmentation des rémunérations à des tâches supplémentaires sous la férule des élus locaux.

La casse du statut, c'est la privatisation de l'Ecole

Pour mettre l'Ecole au service de l'économie, et offrir le sort de centaines de milliers de jeunes aux besoins immédiats du patronat local, « *on va planifier les besoins de compétences en les territorialisant et faire évoluer l'offre de formation* », explique-t-il. Les lycées professionnels seraient par exemple davantage ouverts à l'apprentissage et aux entreprises.

Macron veut également généraliser le SNU, rejeté par de nombreuses organisations dont la FNEC FP-FO. Dans le même temps, il veut augmenter le budget militaire pour le porter de 40 milliards à 50 milliards d'euros par an. Il fait le choix de l'enrôlement plutôt que de l'instruction, de l'encadrement militaire plutôt que de l'enseignement.

Avant, pendant et après les élections : pas de trêve pour les revendications !

La FNEC FP-FO n'a pas attendu pour soutenir les personnels qui ont signé un appel indiquant leur refus de mettre en place l'expérimentation Macron à Marseille. La FNEC FP-FO est et sera aux côtés des personnels de toutes les services, établissements, écoles, qu'elles soient « laboratoires » ou non, qui continuent de se mobiliser pour défendre l'Ecole publique.

La FNEC FP-FO revendique plus que jamais :

- **Le recrutement immédiat de personnels sous statut à hauteur des besoins !**
- **Aucune fermeture de classes ou de postes à la rentrée ! Création de tous les postes nécessaires !**
- **Augmentation de 22% de la valeur du point d'indice !**
- **Augmentation immédiate indiciaire de 183€ net par mois pour les personnels de l'Éducation nationale, comme l'ont obtenu les hospitaliers !**
- **Retrait de toutes les mesures de management (Grenelle-PPCR, évaluations d'écoles, formations-formatages,...) !**
- **Rétablissement du cadre national de l'Ecole, à commencer par le Baccalauréat !**

Extrait de l'appel des écoles marseillaises à boycotter l'expérimentation Blanquer-Macron :

« Nous refusons d'entrer dans l'expérimentation proposée par Emmanuel Macron le 2 septembre dernier à raison que nous considérons qu'elle organise de fait la casse de l'Ecole publique républicaine. (...)

Il est inconcevable pour nous d'accepter que les directeurs puissent choisir les équipes pédagogiques. (...) Cela inféoderait tout au long de leur carrière les enseignants à des entretiens d'embauche, contribuant à les museler pour rester « recrutables » à leur prochaine mutation. Cela donnerait un pouvoir énorme au directeur, supérieur hiérarchique de fait et subordonnerait par voie de conséquence les adjoints.

C'est enfin évidemment un pas important vers la privatisation de l'Education nationale et vers la casse du statut de fonctionnaire.

Il est enfin inconcevable pour nous d'accepter l'explosion du cadre de l'Ecole républicaine. Pour finir, le chantage « moyens supplémentaires » contre « déréglementation de l'Ecole et casse du statut » nous paraît odieux ! Puisque vous identifiez les enjeux de la liberté pédagogique, de la nécessité de moyens supplémentaires pour accueillir les élèves allophones ou celle de l'aide à la direction d'école, choses que nous réclamons depuis si longtemps, donnez-nous ces moyens nous sommes preneurs. Nous y ajouterons des RASED complets, des AESH en nombres suffisants, des secrétaires de direction, des infirmières scolaires, les moyens de nos projets pédagogiques... et ici à Marseille des ATSEM en nombres suffisants. Et si vos constats et votre volonté sont réels, alors donnez-les mais à tous et sans casser le service public ! (...) »

Ils ont raison !